

Les Algériens ont gagné!

ALGÉRIE Bouteflika renonce au cinquième mandat présidentiel qu'il brigait

- ▶ Après les impressionnantes manifestations populaires de ces dernières semaines, le président Bouteflika, a annoncé qu'il ne se présenterait pas à l'élection du 18 avril.
- ▶ L'impact de l'événement reste encore difficile à cerner.
- ▶ L'Algérie est en tout cas à la croisée des chemins.

Un événement incroyable, d'une portée peut-être énorme pour l'ensemble du monde arabe: après les Printemps arabes de 2011, la chute de quelques despotes et les suites funestes que l'on sait, le peuple algérien vient d'enregistrer ce lundi 11 mars 2019 une victoire mémorable. Le président Abdelaziz Bouteflika, inamovible depuis 1999 et qui devait participer à l'élection présidentielle du 18 avril prochain (et donc être réélu, selon les règles du régime) a annoncé ce lundi soir qu'il renonçait finalement à briguer ce cinquième mandat!

Pour les Algériens qui s'étaient massivement et pacifiquement mobilisés depuis le 22 février pour hurler leur hostilité au scénario du cinquième mandat, il s'agit ainsi d'un succès sans précédent, marqué du sceau de la détermination. La perspective de voir un homme malade, diminué par un AVC en 2013, qui n'a plus pris la parole en public depuis plus de cinq ans – une quasi-momie! – aura été l'épreuve de trop imposée par le régime à la population.

« Il n'y aura pas de cinquième mandat et il n'en a jamais été question pour moi, dit le communiqué officiellement signé par le « raïs », mon état de santé et mon âge ne m'assignant comme ultime devoir envers le peuple algérien que la contribution à l'assise des fondations d'une nouvelle République en tant que cadre du nouveau système algérien que nous appelons de tous nos vœux. »

Dans la foulée, celui ou ceux qui ont ré-

digé ce texte annoncent que le scrutin du 18 avril n'aura pas lieu « pour apaiser les appréhensions qui ont été manifestées afin d'ouvrir la voie à la généralisation de la sérénité, de la quiétude et de la sécurité publique, dans l'objectif d'entreprendre ensemble les actions d'importance historique qui permettront de préparer le plus rapidement possible l'avènement d'une nouvelle ère en Algérie ». Une langue de bois ahurissante digne des dictatures les plus ubuesques, diront les esprits chagrins...

Concrètement, dès lundi soir, le très impopulaire Premier ministre Ahmed Ouyahia, pilier du système et collaborateur servile du régime, a présenté sa démission. Il a été remplacé séance tenante par le ministre de l'Intérieur, Noureddine Bedoui.

Un régime retors

Il est bien trop tôt pour évaluer le degré d'honnêteté ou de cynisme des propos attribués au chef de l'État. Le régime algérien, des plus opaques, est célèbre pour ses improbables arcanes où des clans les plus retors se disputent prébendes et privilèges. Mais les Algériens, dans leur élan vers la liberté, laisseront-ils encore faire plus longtemps ceux qui les ont dirigés de manière autoritaire pendant des décennies dans la plus lugubre des impunités?

Le régime sait que la partie qui s'annonce n'est pas gagnée. Cette fois, c'est le peuple qui se dresse, presque comme un seul homme. Un million d'Algérois au moins dans les rues de la capitale vendredi, par exemple. Et sans violence! Mais avec fermeté. « Assez! » « Dégage! »: des mots d'ordre simples et clairs.

La vraie nature du pouvoir

Le pouvoir, en Algérie, ne gît pas entre les mains des autorités légales visibles, qui se contentent de

gérer les affaires du pays au jour le jour. Le vrai pouvoir émane d'une toile nébuleuse de « décideurs », comme disent les Algériens, où se mêlent les clans affairistes, au sommet desquels celui du président paraît le plus puissant, mais non sans que le faite de l'armée et des « services » garde également une dose d'influence considérable.

La « rue », toutefois, ne peut gouverner. L'Algérie se retrouve à la croisée des chemins, avec une classe politique largement discréditée, un régime aux abois, et une population qui hume le doux parfum de la victoire. Tout reste à faire et les dangers guettent. Comme l'écrivait dès le 27 février notre éminente consœur algérienne Ghania Mouffok, les manifestations « revendiquent un nouveau contrat politique entre gouvernés et gouvernants. Un contrat qui reste à écrire et à signer. Le chemin sera dur et long ». ■

BAUDOIN LOOS

RÉACTION

La France « salue » la décision de Bouteflika

Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian « salue » la décision du président algérien Abdelaziz Bouteflika de ne pas briguer un cinquième mandat et de « prendre des mesures pour rénover le système politique algérien », dans un communiqué transmis lundi à l'AFP.

« Au lendemain des grandes manifestations, qui se sont déroulées dans le calme et la dignité à travers toute l'Algérie, la France exprime l'espoir qu'une nouvelle dynamique à même de répondre aux aspirations profondes du peuple algérien puisse s'engager rapidement », ajoute le ministre dans son communiqué.

l'expert « C'est une grande page qui se tourne pour les Algériens »

ENTRETIEN

Hasni Abidi est un politologue suisse et algérien spécialiste du monde arabe. Il est directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen à Genève.

Comment avez-vous accueilli ces annonces ? Avez-vous été surpris ?

Il y a une sorte de soulagement qui accompagne cette nouvelle. En reportant les élections, en retirant la candidature du président, le pouvoir épargne à Bouteflika une sortie humiliante avec le scénario l'invalidant le 13 avril. La situation était de toute façon devenue intenable pour le régime. En voulant éviter une humiliation au président, le pouvoir évite également de plonger le pays dans une période instable. Il va plutôt permettre à l'Algérie d'entamer une période de transition très importante. Aujourd'hui, une période incertaine s'ouvre sans que le pouvoir n'y soit préparé.

Qu'est-ce qui a été déterminant dans le retrait de la candidature d'Abdelaziz Bouteflika ?

Il y a trois facteurs qui ont pesé lourdement dans le processus de décision. D'abord, la pression populaire. La mobilisation a été inédite, extrêmement forte et n'allait certainement pas s'arrêter là. Autre point détermi-

nant : l'état de santé défaillant de Bouteflika que la longue hospitalisation n'a fait que confirmer. On a même entendu des rumeurs de mort. Le peuple refusait de voter pour un fauteuil vide. Le dernier élément qui a enfoncé le clou est le retrait graduel du soutien de l'armée au pouvoir. Quand le chef d'état-major a déclaré que l'armée était du côté du peuple, les manifestants ont ressenti une légitimité. A partir de là, le pouvoir ne pouvait pas aller plus loin.

Existe-t-il un précédent comparable dans l'histoire des manifestations algériennes ?

C'est la première fois depuis l'indépendance que la rue obtient autant. A l'époque, les manifestations n'avaient pas abouti à la chute du régime ni à la fin du monopole du Front de libération national (FLN). Alors vous imaginez, le président qui renonce à un mandat alors qu'il y était préparé... c'est énorme pour l'Algérie ! Le pays amorce un grand tournant, c'est le début d'une nouvelle séquence. C'est une grande page qui se tourne pour les Algériens.

Et maintenant ? Qui pour incarner cette période de transition ?

Il pourrait s'agir de personnalités qu'on ne connaît pas. Nous avons une rue attentive, un véritable contre-pouvoir qui est né. Ce qui est certain c'est que le défi est immense pour l'opposition et sa responsabilité énorme. La mobilisation doit être traduite en revendication politique, en programme politique. La rue a manifesté avec un slogan clair : Bouteflika, c'est terminé. Maintenant, il faut réfléchir à la manière de gérer l'après. Une passerelle doit être maintenue entre la rue et le pouvoir. ■

Propos recueillis par
MARINE BUISSON

« Le défi est immense pour l'opposition et sa responsabilité énorme »